

International

LE JEU D'ÉCHECS DE MOHAMMED VI : GÉOSTRATÉGIE, PAIX ET SOFT POWER

Yasmina Asrarguis

29/01/2026

La stratégie diplomatique déployée par le Maroc sous l'impulsion de Mohammed VI est fondée sur la continuité, la discrétion et l'accumulation progressive de leviers d'influence. Yasmina Asrarguis, co-fondatrice de l'Atlantic Middle East Forum et membre de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation, analyse cette approche et montre qu'elle a permis des avancées sur le dossier du Sahara, un positionnement stabilisateur en Afrique et au Moyen-Orient, ainsi qu'un renforcement du *soft power* marocain.

Il y a dans la diplomatie marocaine contemporaine une logique de continuité plus que de rupture. Les gestes sont rarement spectaculaires, les annonces toujours mesurées, mais l'accumulation patiente de décisions finit par produire des effets irréversibles. C'est dans cette temporalité longue qu'il faut comprendre l'action internationale de Mohammed VI, pensée comme une stratégie d'engagement progressif de l'échiquier régional et international. Depuis plus de vingt-cinq ans de règne, le Maroc a multiplié les points d'ancrage diplomatiques, sécuritaires et économiques : retour au sein de l'Union africaine en 2017, reconnaissance explicite de l'initiative d'autonomie par le Conseil de sécurité à travers la résolution 2797, ouverture de plus de trente consulats étrangers dans les provinces du Sud, investissements de plusieurs milliards d'euros dans les infrastructures stratégiques et sportives. Chaque mouvement, discret, mais cumulatif, vient transformer sur le long court des positions politiques en réalités structurelles.

Cette note analyse comment le Maroc, sous l'impulsion de Mohammed VI, a transformé une stratégie de long terme en leviers concrets de puissance douce, à travers la consolidation du dossier du Sahara à l'ONU, un engagement structurant en faveur de la paix en Afrique et au Moyen-Orient et la montée en puissance du *soft power* par le sport et les infrastructures, tout en revenant sur les défis et les chantiers encore ouverts pour que cette vision s'ancre durablement dans l'opérationnalisation d'une administration et d'un gouvernement soumis à la temporalité plus courte du politique.

Le Sahara marocain, un tournant décisif au Conseil de sécurité

Sur la question du Sahara, le Maroc a adopté une stratégie de constance diplomatique visant à inscrire, dans la durée, son initiative d'autonomie comme cadre de règlement du différend. Depuis la présentation, en 2007, du plan d'autonomie sous souveraineté marocaine, les autorités marocaines ont œuvré à la transformation progressive d'une proposition politique nationale en référentiel international de négociation.

Longtemps perçue comme prudente, voire attentiste, cette démarche a produit une inflexion significative du traitement onusien du dossier. L'adoption de la résolution 2797 par le Conseil de sécurité constitue, à cet égard, un tournant majeur. Pour la première fois, l'initiative marocaine est explicitement consacrée par l'organe central de la sécurité collective comme l'unique solution politique crédible et réaliste au conflit. L'absence d'opposition de la part des membres permanents du Conseil confère à cette reconnaissance une portée multilatérale inédite, dépassant les logiques de soutiens bilatéraux ou de coalitions circonstanciées. Le processus de règlement s'inscrit ainsi dans une phase de clôture politique progressive.

Cette évolution est corroborée par des indicateurs diplomatiques et économiques tangibles, notamment l'ouverture de plus de trente représentations consulaires étrangères à Laâyoune et à Dakhla, ainsi que par un volume d'investissements publics estimé à plus de 8 milliards d'euros dans les provinces du Sud au cours de la dernière décennie. L'avancée marocaine ne relève pas d'une victoire juridique formelle, mais d'une consolidation structurelle du cadre de règlement, fondée sur la capacité d'une solution à s'imposer comme horizon unique et opérationnel pour l'ensemble des acteurs concernés.

Les enjeux qui se dessinent à ce stade relèvent moins de la reconnaissance du cadre politique que de sa mise en œuvre effective. Il s'agit, d'une part, de tirer pleinement parti du momentum diplomatique actuel afin d'engager des négociations substantielles sur la base de l'initiative d'autonomie, en associant l'ensemble des parties concernées, conformément à l'esprit et à la lettre de la résolution 2797. Par ailleurs, l'évolution annoncée du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), désormais explicitement corrélée à l'avancement d'une solution politique, constitue un paramètre central à observer, tant elle pourrait redéfinir les modalités internationales de gestion du conflit. Enfin, la clôture progressive du dossier du Sahara ouvre la possibilité de transformer un différend prolongé en levier d'intégration régionale, de coopération transfrontalière et de stabilisation durable, à condition que cette transition soit accompagnée par des mécanismes politiques et économiques adaptés.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Afrique et Moyen-Orient, une diplomatie de stabilisation et de partenariat

Dans un environnement régional caractérisé par l'affaiblissement de certains États, la fragmentation des espaces sécuritaires et la crise des cadres multilatéraux traditionnels, le Maroc a privilégié une diplomatie de stabilisation fondée sur la continuité de l'engagement, la centralité du dialogue et la valorisation de partenariats durables. Cette approche se distingue par le refus des postures idéologiques et par une lecture pragmatique des équilibres régionaux.

Depuis son retour au sein de l'Union africaine en 2017, le royaume a progressivement approfondi ses coopérations avec plus de quarante États africains, dans des domaines allant de la sécurité à l'économie, en passant par le champ religieux. La formation de plus de 2000 imams africains à Rabat s'inscrit dans une stratégie de prévention de la radicalisation, privilégiant le traitement des facteurs structurels et sociaux plutôt qu'une réponse exclusivement sécuritaire aux phénomènes extrémistes.

Dans l'espace sahélien, cette diplomatie se prolonge à travers des initiatives à vocation structurante. L'Initiative Atlantique pour le Sahel vise à réduire l'enclavement des pays sahéliens en leur offrant un accès stratégique aux façades maritimes atlantiques, tandis que le projet de gazoduc africain atlantique, reliant le Nigéria au Maroc sur un tracé de plus de 5600 kilomètres, constitue l'un des projets énergétiques les plus ambitieux du continent. Ensemble, ces dispositifs traduisent une conception du partenariat Maroc-Afrique fondée sur l'interdépendance, la connectivité et le développement partagé.

Au Moyen-Orient, la diplomatie marocaine s'inscrit dans une logique de constance. En tant que président du Comité Al-Qods, Mohammed VI maintient un engagement en faveur d'une solution politique au conflit israélo-palestinien, articulant action diplomatique, soutien humanitaire et préservation du patrimoine religieux. Cette posture vise moins à se poser en acteur de résolution directe des crises qu'à en contenir les effets les plus déstabilisateurs sur les équilibres régionaux.

Les principaux défis associés à cette stratégie se situent désormais à l'échelle continentale. Ils concernent, en premier lieu, le renforcement de l'efficacité et de la cohérence de l'Union africaine face à la multiplication et à la complexification des crises. Ils tiennent, en second lieu, à la nécessité d'éviter la fragmentation des initiatives africaines sous l'effet des rivalités entre puissances extérieures. Enfin, ils impliquent la capacité à traduire les grands projets d'intégration régionale en bénéfices socio-économiques tangibles pour les populations concernées.

La CAN, vitrine et accélérateur du *soft power* marocain

C'est dans le champ du sport, et plus particulièrement à travers l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), que le *soft power* marocain trouve l'une de ses expressions les plus visibles et les plus immédiatement lisibles. La CAN n'est plus seulement un tournoi continental : elle devient un instrument de projection politique, capable de condenser des enjeux d'infrastructure, d'image internationale et de mémoire collective. Depuis plus de quinze ans, le Maroc a investi plus de 5 milliards d'euros dans le développement d'infrastructures sportives et connexes. Six à huit stades répondant aux normes Fifa, pouvant accueillir jusqu'à 70 000 spectateurs, ont été construits ou rénovés. À ces équipements s'ajoutent la modernisation des réseaux de transport, l'extension des capacités aéroportuaires et le renforcement du parc hôtelier, avec plus de 60 000 chambres supplémentaires. Dans cette configuration, la CAN agit moins comme un point de départ que comme un accélérateur de politiques publiques déjà engagées.

L'enjeu principal réside toutefois dans l'expérience offerte. Organisation, sécurité, fluidité logistique et qualité de l'accueil participent d'une véritable diplomatie de l'image. Comme l'a souligné Mohammed VI, « une qualité d'organisation et une chaleureuse hospitalité, issues des valeurs séculaires de la Nation marocaine, constituent un brillant exploit sportif ». Le *soft power* se joue ici moins dans le palmarès que dans la trace durable laissée auprès des peuples, des délégations et des opinions publiques africaines.

Trois défis conditionnent néanmoins la pérennité de cette stratégie :

1. garantir que l'investissement sportif produise un héritage social, éducatif et territorial durable ;
2. accompagner une véritable éducation aux valeurs sportives dans le cadre de la prochaine Coupe du monde ;
3. articuler excellence infrastructurelle et culture du jeu, sans lesquelles le *soft power* demeure fragile et réversible.

Le leadership de Mohammed VI, une discrétion qui laisse parler les résultats

Le style de leadership de Mohammed VI échappe aux catégories classiques du pouvoir spectaculaire. Il repose sur une grammaire de retenue et, à mesure que le Maroc engrange des succès diplomatiques, économiques ou sportifs, le roi s'abstient d'en faire des instruments de mise en scène personnelle. Cette pudeur, parfois mal interprétée à l'extérieur, constitue pourtant l'une des singularités majeures de son exercice du pouvoir.

Cette discrétion agit comme un révélateur. Les réussites sont perçues comme des accomplissements collectifs davantage que comme des victoires individuelles. Elle contribue à expliquer le regain de patriotisme observé ces dernières années, notamment lors des compétitions sportives et des avancées diplomatiques. Un patriotisme à la fois joyeux et exigeant, qui renforce le lien symbolique entre l'État et la société.

En effet, à mesure que la reconnaissance internationale du Maroc s'affirme, les attentes sociales internes se renforcent. Les moments de célébration s'accompagnent d'exigences accrues en matière d'éducation, de santé, de réduction des inégalités et de qualité des services publics. Les chantiers engagés – extension de la protection sociale, numérisation des dispositifs de sécurité sociale, recours accru aux technologies pour améliorer l'accès aux soins – traduisent la volonté d'adapter l'État social aux réalités du XXI^e siècle. C'est sans doute là que réside l'originalité du « jeu d'échecs » marocain : avancer sans bruit, gagner sans ostentation et accepter que chaque succès ouvre, simultanément, le droit (et le devoir) d'aller plus loin.